



C.R.A.C.C.
Citoyens du Réseau Anti-Corruption du Congo

C.R.A.C.C.

Citoyens du Réseau Anti-Corruption du Congo

PLAN EXÉCUTIF VISANT À VALORISER L'AUGMENTATION SIGNIFICATIVE DES SALAIRES AU CONGO.

I - OBJET:

Mesures prioritaires pour dégager des marges budgétaires et permettre la revalorisation des salaires tout en réduisant les privilèges et le gaspillage au sein des élites administratives et politiques.

Ce plan de lecture est un regard purement technique et financier.

II - LE CONTEXTE.

Les déséquilibres budgétaires persistants, aggravés par la mauvaise gouvernance des recettes pétrolières et les dépenses excessives liées aux privilèges des élites, limitent la capacité de l'État à verser des salaires décents à la majorité des travailleurs, y compris la solidarité pour le reste de la population majoritairement fragile. Une action rapide, ciblée et crédible est nécessaire pour rétablir les équilibres financiers et restaurer la confiance.

A- NOTRE CONSTAT ET CELUI DE LA POPULATION CONGOLAISE.

- Gaspillages significatifs dans les dépenses administratives (privilèges, achats non prioritaires, doublons).
- Recettes pétrolières mal affectées, sans mécanisme de traçabilité ni stabilisation.
Masse salariale distordue par des rémunérations excessives au sommet et des salaires trop faibles à la base.
- Faible mobilisation des recettes intérieures, notamment en raison d'exemptions fiscales accordées aux élites et à certaines entreprises privilégiées souvent étrangères.

B- RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

a- Austérité ciblée sur les élites:

- Plafonnement des rémunérations et indemnités des ministres et hauts responsables.
- Suppression ou strict encadrement des avantages (véhicules, carburant, logements, missions).
- Publication obligatoire des dépenses ministérielles au-dessus d'un seuil défini.

b-Transparence et assainissement des dépenses publiques:

- Mise en œuvre immédiate du système de marchés publics dématérialisés.
- Audit exhaustif des achats, conventions, projets et subventions pour éliminer doublons et gaspillages.
- Gel temporaire des dépenses non prioritaires (véhicules, frais de prestige, recrutements hors besoins).

c. Assainissement de la masse salariale:

- Centralisation de la paie sur une plateforme unique.
- Vérification biométrique des agents pour supprimer fictifs et doublons.
- Réallocation des économies réalisées vers les bas salaires.

d. Réforme de la fiscalité et mobilisation accrue des recettes:

- Suspension des exemptions fiscales non justifiées.
- Introduction de taxes sur biens et avantages de luxe (véhicules haut de gamme, résidences, jets).
- Renforcement de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscale.

e. Gestion rigoureuse des recettes pétrolières :

- Création ou consolidation d'un Fonds d'affectation ou Fonds souverain.
- Règles strictes d'allocation : **part consacrée à l'épargne; part stabilisatrice; part dédiée aux salaires et services publics essentiels; la part dédiée à la fructification des avoirs.**

f. Mesures immédiates (0–6 mois)

1. gel des avantages et dépenses non essentielles de tous les membres du gouvernement et hauts responsables par décret.
2. Lancement de l'audit de la paie et migration progressive vers une paie électronique centralisée; création de la BCT/ Banque Congolaise de traitement.
3. Suspension des exonérations fiscales discrétionnaires et révision complète de toutes les niches.
4. Mise en ligne des marchés publics et publication systématique des contrats majeurs.
5. Constitution du Comité de gouvernance des ressources naturelles chargé de la traçabilité des recettes et de la préparation du Fonds.

g. Résultats attendus.

- Réduction immédiate des dépenses de prestige et des gaspillages.
- Récupération de marges budgétaires permettant la revalorisation progressive des salaires de base.
- Amélioration de la crédibilité financière de l'État et réduction des tensions sociales.
- Mise en place d'une gouvernance durable des ressources nationales.

III- CONCLUSION

L'austérité ne doit pas frapper les travailleurs mais les zones de gaspillage. Ces mesures ciblées offrent un chemin clair pour non seulement assainir les finances publiques, mais surtout restaurer la justice dans la rémunération de chaque congolais et renforcer la confiance des citoyens, tout en venant en aide avec dignité aux populations les plus fragiles.

Le modèle de réduction proposé vise essentiellement à récupérer les gaspillages et réallouer durablement ces ressources vers les hausses de salaires; nous avons pris l'exemple de quantifier la **masse salariale des élites congolaises(Présidence de la république; cabinet du président; maison militaire; sénat; députés etc.)** en s'appuyant sur le Ministère des Finances un des plus pléthoriques ayant une masse salariale disproportionnée au regard de ses attributions et son efficacité opérationnelle. Nous avons ensuite **seulement réduit de 20 milliards le budget de la défense**; nous avons appliqué au montant global obtenu une taxe de **solidarité de 20% aux revenus à partir de 1 000 000 de FCFA**. Force de la même gymnastique intellectuelle sur les 37 Ministères restants, en réduisant plus ou moins leur budget, on obtient un gain de **164 milliards de FCFA/ mois** ce qui interroge sur la pertinence des discours de politique générale et la réelle volonté de réformer un système obsolète et dangereux qui compromet l'existence vitale de chaque Congolais.

Nous avons pensé affecter cette somme en priorité à l'éducation, la santé et l'alimentation de base des Congolais avec des proportions pondérées à définir.